



La lettre d'ID

Comment naissent les projets ?

La recette est à chaque fois unique, mais certains ingrédients sont indispensables, c'est l'objectif de cette lettre : vous les faire découvrir...

Haïti au fil du temps :

de multiples déclencheurs de projets

Pour le téléspectateur blasé, une ONG est avant tout un super-pompier qui se précipite sur le terrain quand la catastrophe a eu lieu et qui règle tout en trois mois. Quand la tempête tropicale *Jeanne* noie les terres d'Haïti en 2004, ID intervient en urgence ; mais ancrée dans le pays depuis 1994, elle s'appuie sur son expérience du travail avec la population et les autorités locales pour susciter une intervention durable : ID est une ONG de développement.

Pour « apporter des réponses durables à des besoins fondamentaux de populations démunies », la démarche d'ID est de développer des actions en synergie. **Un projet est une boule de neige.** « Quand tu travailles sur l'éducation à l'école, tu vois surgir les problèmes de nourriture, d'hygiène ! » constate Isabelle Faucon qui a 10 ans d'expérience en Haïti.

Un projet de santé scolaire pour faire de la prévention conduit à l'installation d'eau potable dans les écoles, puis à des travaux d'assainissement dans les villages : on construit citernes et latrines.

Un projet est aussi un tissage façonné sur le métier du temps. De 1994 à 2004, on voit naître le maillage qui conduit d'un programme-santé à un programme-mangues. C'est ainsi que pour se rémunérer, les agents bénévoles du programme santé, précieux relais communautaires, ont envisagé de créer une activité d'élevage. Cette initiative s'est alors heurtée à l'absence d'offre de crédits sur la zone. Le programme de soutien à une vingtaine d'organisations rurales a démarré pour cette raison : offrir du micro crédit et susciter ainsi le développement d'activités économiques. Les bénéficiaires de crédits ont surtout initié des activités d'achat-revente à faible valeur ajoutée... C'est pourquoi après 3 années de suivi, nous avons lancé avec leurs organisations de base une prospection d'activités économiques plus rentables. Ainsi est né le programme d'appui à la filière mangues en 2004...



Phase de prospection ; avant d'aboutir au projet de soutien de la filière mangues, un an de visites des projets existants et d'expérimentations a été nécessaire pour « tester » différentes filières : élevage, arachide, café, miel, cassaverie...

Comment choisissons-nous nos partenaires sur place ?

Hormis le Bénin et le Togo, nous intervenons dans des zones où le tissu associatif local est très fragile, voire inexistant. Ceci est fortement lié au caractère instable de ces pays et/ou à des contextes politiques peu favorables. C'est pourquoi au démarrage dans un nouveau pays, il n'y a pas toujours un partenaire local : nous sommes amenés à susciter l'émergence de ces partenaires, afin de poursuivre nos actions.

Enfin, **un projet peut aussi découler d'une impulsion locale**, que nous soutenons. C'est le cas des programmes d'appui à 5 communes du Nord Ouest d'Haïti. Ces projets sont directement issus du processus démocratique, décidé par l'Etat Haïtien après le départ d'Aristide en 2004. Nous accompagnons les citoyens et les élus dans l'élaboration de plans de développement locaux, afin de donner une réalité à ce processus de décentralisation. Nous aidons ensuite les élus dans la mise en œuvre des projets qui ont ainsi émergé de cette concertation citoyenne : pêche, élevage de chèvres, électrification solaire, construction d'un lycée, amélioration des infrastructures routières... « Quand je visite le chantier du lycée, le maire vient avec moi », conclut Isabelle, directrice du programme d'appui de la commune de Bombardopolis. C'est à cette condition que la population posera un regard neuf sur son avenir. Le lycée ouvre en septembre 2011 !

Un programme de lutte contre le sida à Moundou : de sa conception à la réalité du terrain

Adoumsi, Elie, Naasson étaient enseignant, infirmier, artiste tchadiens ; ils sont venus à Poitiers dans le cadre du Jumelage Coopération avec Moundou, qui unit les 2 villes depuis plus de vingt ans... Ils sont morts du sida entre 1998 et 2004, victimes de la stigmatisation des malades et de l'absence de traitement.

Les projets du jumelage, menés en commun pour améliorer l'accès à l'eau (installation de bornes fontaines dans les quartiers mal desservis) et l'éducation (fournitures de manuels scolaires) ont permis de tisser des liens solides de confiance. En 2000, les tchadiens interpellent fortement les poitevins sur la question du sida qui touche gravement toutes les couches de la société moundoulaïse.

En juin 2002, l'Assemblée Générale d'ID approuve le lancement d'un **programme Sid'espoir**, pour renforcer la lutte contre le sida en sollicitant des parrainages qui permettent d'assurer la gratuité des soins. Les traitements antirétroviraux sont alors très coûteux pour les malades en Afrique. A cette époque à Moundou, il n'y a aucun centre de soins spécialisé et les trithérapies ne sont pas encore accessibles.

En février 2004, ID conduit une première mission médicale. Celle-ci permet de se rendre compte que la population n'est pas informée, en particulier les femmes et les jeunes filles. A cela s'ajoute la problématique des nombreuses « femmes libres » (prostituées) qui gravitent autour du chantier d'exploitation du pétrole et qui s'exposent à des relations sexuelles non protégées.

ID constate également l'absence de véritable centre de dépistage, fiable et gratuit dans la ville. A l'hôpital Régional de Moundou, il n'y a pas de protocole pour réduire la transmission du VIH - des mères contaminées à leur bébé ou lors des transfusions - et les médecins ne sont pas formés à la prescription des trithérapies.

Enfin, les associations de malades sont très impliquées, mais peu structurées.

Face à ces difficultés, ID lance en décembre 2004 un programme de lutte contre le sida. Durant la 1^{ère} année, il va beaucoup évoluer au contact de la réalité locale. Par exemple, l'accompagnement des femmes libres n'est pas simple car ce phénomène est très dilué dans la population : la vulnérabilité des femmes en général explique que la prostitution soit souvent occasion-

En 2005, inauguration du centre Djenandoum Naasson par le maire de Poitiers, Jacques Santrat et le maire de Moundou, Issa Ndihouakeur Guelndi, en présence de la veuve du peintre.



► Comment identifie-t-on les besoins ?

Notre ambition est de répondre au mieux aux attentes de la population que nous ciblons. Lors d'une mission d'étude, l'identification des besoins et leur priorisation se fait par des enquêtes, des réunions publiques et des ateliers de travail. Le besoin exprimé n'est pas toujours celui que nous avons imaginé a priori. Ainsi en Chine où nous pensions que la santé

et l'hygiène étaient prioritaires, c'est l'accès à l'eau qui est ressorti comme essentiel pour la population. De même dans un quartier défavorisé de Port au Prince où nous pensions travailler sur une meilleure prise en charge des soins de santé, c'est la formation professionnelle et l'accès à l'emploi qui sont apparus comme les préoccupations majeures.

nelle ou intermittente. Par contre, nous découvrons la notion de « notes sexuellement transmissibles » chez les jeunes filles scolarisées, soumises aux caprices de leurs enseignants !

Nous décidons d'appuyer les associations locales, dont certaines sont déjà en lien avec des femmes libres, pour qu'elles puissent apporter un véritable soutien psychosocial à tous les malades et insister aussi sur la sensibilisation des jeunes, filles et garçons, à l'école. Les soins étant payants à l'hôpital et les conditions d'accueil des malades

du sida encore médiocres, il est décidé d'ouvrir un centre communautaire de soins gratuits, à proximité de l'hôpital et de renforcer par ailleurs les services hospitaliers.

La naissance de ce programme a résulté tout autant d'une nécessité locale que des liens déjà existants entre la population de Moundou et celle de Poitiers. Aujourd'hui le centre Naasson est entièrement géré par une association tchadienne dont plusieurs responsables sont des membres du jumelage : il accueille gratuitement plus de 2 000 malades.

► Pourquoi décide-t-on de travailler dans un pays ?

Pour chacun des 7 pays d'intervention d'ID, il y a une histoire singulière... Si nos critères pour apprécier la pertinence d'une action sont déjà définis (population démunie, besoin identifié et non couvert par la présence d'autres acteurs...), le facteur déclencheur est lui, moins rationnel, plus humain.

Ce sont ainsi des rencontres de personnes ou d'associations qui nous ont incités à « aller voir » au Bénin, aux Comores, en Chine, au Tchad...

Souvent avec une idée en tête à l'aller... et un nouveau projet au retour ! Mais aussi parce que cela coïncide à ce moment-là avec la volonté de développement ou de « redéploiement » d'ID : en effet, si nous nous sommes donnés pour objectif de transférer nos projets à des acteurs locaux, cela implique que nous leur laissions un jour le champ libre... et que nous allions voir ailleurs !

De nouveaux projets Energies Renouvelables pour 2012 et 2013

Nous développons en Chine depuis 2005 des projets énergétiques (biogaz, fours économes) qui ont pour enjeu de permettre à des familles de vivre mieux tout en préservant leur environnement. L'expérience acquise permet aujourd'hui d'envisager de nouveaux projets.

La création du Pôle Énergies Renouvelables a été validée par le Conseil d'Administration du 17 mars 2011. Le CA a chargé le pôle ER de lancer, à un horizon de deux ans, au moins un projet au Congo-Brazza, au Tchad et aux Comores où nous travaillons déjà, tout en poursuivant les activités en Chine.

Les projets à naître vont tous suivre la même démarche. Une mission sur le terrain d'abord, comme celle que François Xavier, jeune ingénieur agronome, mène depuis le 1er juillet aux Comores. En 4 mois, il devra estimer la faisabilité d'un projet pilote qui combine efficacité énergétique à des fins domestiques (cuiseurs à bois économes), ou économiques (distillateurs d'huiles essentielles améliorés) et réduction d'émissions de carbone.

Visites et enquêtes dans les familles vont lui permettre d'évaluer finement leur consommation en bois, de comprendre si elles l'achètent ou le ramassent, de compter le temps ou le budget qu'elles y consacrent...

Et pas un autre ?

ID n'a pas vocation non plus à « s'éparpiller » sur trop de pays différents. La force d'ID et la qualité de nos actions reposent sur une connaissance très fine des acteurs et du territoire où nous intervenons. Cet ancrage est le résultat d'années de présence, de prises de contact, de négociations, d'échanges... Bref, c'est un investissement que nous mettons au service de l'ensemble des projets développés sur la même zone. Par ailleurs, le suivi des activités et des financements se trouve facilité par cette cohérence géographique.



François Xavier interroge un coupeur de bois qui possède une tronçonneuse, pour comprendre les pratiques en matière de coupe, appréhender l'évolution de la forêt, les usages du bois...

Il doit aussi acquérir une connaissance approfondie de la situation environnementale : évolution de la forêt, des stocks de bois, des autres ressources énergétiques, compréhension de la législation... Pour cela, il rencontre tous ceux qui sont concernés par les questions du bois-énergie : artisans, associations, autorités locales, entreprises et institutions de micro crédit locales que nos partenaires et contacts sur place nous ont aidés à identifier auparavant ; les vendeurs de bois et les coupeurs (cf photo) sont aussi interrogés, pour comprendre toutes les dimensions de la filière bois.

Ces consultations permettent d'éviter des erreurs et de mesurer l'intérêt local pour le projet, mais surtout d'identifier où et avec qui le conduire. Concrètement, il s'agit aussi de trouver un modèle de cuiseur adapté à la population : absence de freins culturels, coût modeste pour une diffusion large et rapide, etc. François Xavier étudiera également la faisabilité d'un projet d'alambics économes. En effet, la production d'huiles essentielles est fortement consommatrice de bois, ce qui peut fragiliser à terme cette activité et la place de l'Union des Comores en tant qu'exportateur majeur (notamment d'ylang-ylang) sur le marché mondial.

A son retour de mission, François Xavier a encore plus d'un mois de travail pour rédiger une première

Est-on obligé de travailler avec les autorités locales ?

A l'exception de la Chine, nous travaillons dans des pays où les autorités sont globalement peu contraignantes. C'est plutôt nous qui sollicitons cette collaboration. Nous veillons à ce que nos projets s'inscrivent soit dans les orientations définies par l'Etat, soit à l'échelle locale, dans le plan de développement du territoire où nous intervenons : l'implication des autorités locales est essentielle. Ainsi en Haïti, le fait d'associer l'Etat à notre programme éducation, a permis non seulement une diffusion au niveau national du projet de formation des maîtres, mais aussi une reconnaissance de cette formation. L'ouverture d'une Ecole Normale d'Instituteurs n'aurait pas été possible sans ces liens étroits. Depuis sa création, le ministère de l'éducation haïtien s'implique chaque année un peu plus dans le fonctionnement de cette structure (financement de postes...). C'est donc une garantie de pérennité.

proposition. Lorsque le projet aura été validé avec nos partenaires sur place, c'est Christophe, responsable du pôle ER, qui va prendre le relais... et le train pour le présenter aux bailleurs de fonds, pour lancer les phases pilotes, avant que la finance carbone ne prenne le suite*!

Un nouveau projet est une belle aventure - parfois difficile - qui doit beaucoup aux rencontres, aux partenaires, mais aussi aux opportunités saisies... et à la chance.

* La vente de crédits carbone qui correspondent à des tonnes de CO2 non émises dans l'atmosphère

Comment démarre-t-on un projet ?

Le démarrage d'un projet est conditionné par l'obtention de financements qui vont nous permettre de recruter une équipe salariée et de disposer de la logistique nécessaire (véhicules, bureau...) à la mise en œuvre des activités. C'est la phase la plus longue et la plus périlleuse : il nous faut un an minimum pour réunir les fonds nécessaires, voire 3 ou 4 ans pour certains projets. D'autres n'ont jamais vu le jour... La plupart des bailleurs ne s'engagent pas seuls sur un projet ; un projet « classique » d'ID est financé par 4 financeurs, publics et privés... La principale difficulté est d'arriver à les rassembler - chacun attendant la garantie d'engagement de l'autre - puis de faire coïncider leurs attentes avec les activités du projet.

Echos d'ici et là-bas...



Cérémonie de validation du plan de développement communal à Jean Rabel, Haïti, en 2007. Les pancartes mentionnent le nom et le nombre d'habitants de chaque quartier. L'ensemble des habitants a ainsi été associé à la définition des priorités de développement de la commune.

Appui à la décentralisation : deux nouveaux projets

La décentralisation offre à la population locale une formidable opportunité d'exprimer elle-même ses priorités pour améliorer ses conditions de vie et s'impliquer dans les choix d'aménagement de son territoire.

Saint Louis du Nord et l'île de la Tortue sont les deux nouvelles communes haïtiennes où nous démarrons un programme de développement local. La dynamique, déjà lancée auprès de 3 autres communes du Nord d'Ouest se poursuit donc !

Au Tchad, 2011 est l'année des élections. Après les présidentielles et les législatives, les municipales sont attendues dans les prochains mois : un 1er pas décisif vers une décentralisation attendue depuis longtemps.

Nous initiions un programme à l'échelle d'un arrondissement de la ville de Moundou avec le soutien des élus et des associations locales, en profitant de la dynamique du jumelage avec Poitiers : les associations qui animent le jumelage dans les 2 villes sont partenaires du projet.

☺ **AVIS DE RECHERCHE DE BENEVOLES**
Pour l'édition 2011 de l'opération paquets cadeau au magasin Cultura : pendant le mois de décembre, pour une heure ou deux, voire plus ...
Contactez Alexandra Besnard
au 05 49 60 89 66 ou a.besnard@id-ong.org



Benoit Xavier Loridon...

est le nouveau directeur d'ID depuis le 2 mai dernier.

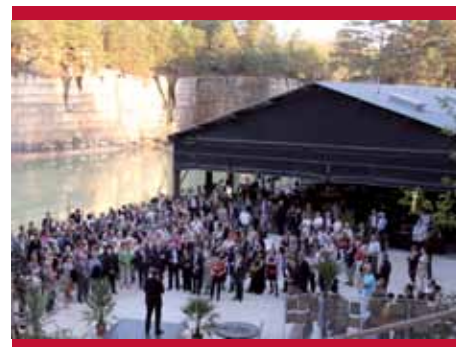
Ses premiers pas dans le monde humanitaire remontent au début des années 90 lors du conflit en ex-Yougoslavie. Il a ensuite enchaîné les missions sur le terrain au sein de diverses organisations comme *chef de mission*, avant d'occuper des postes de *responsable de programmes* au siège des ONG Handicap International et Solidarités. En 2004, il a pris la direction de l'ONG Aide Médicale Internationale qui met en œuvre des projets d'urgence et de développement dans le domaine de la santé. 5 ans plus tard et après un passage par la case *consultant* en 2010, le voici désormais à Poitiers !

Les échos de l'AG

Le 28 mai, les 22 adhérents présents (plus 21 pouvoirs) ont validé la modification des statuts avec la suppression des collègues et la représentation accrue des salariés. Un règlement intérieur étoffé précise maintenant l'organisation interne de l'association. L'exercice 2010 se conclut avec un excédent de 96 863 €. Au bilan, les fonds associatifs sont ainsi renforcés à 463 645 €.

La présentation du nouveau pôle d'activité Energies Renouvelables a été introduite par une intervention de Bruno Mathellier du CRITIAA de la Rochelle sur l'évolution des émissions de gaz à effet de serre. Le président a exposé les grandes lignes du Projet Stratégique 2011 - 2014 d'ID.

Un nouveau CA a été élu pour 4 ans : il compte désormais 14 membres, dont la représentante des salariés adhérents, plus le directeur.



Soirée en l'honneur d'Haïti : bilan positif !

La soirée que nous avons organisée avec notre partenaire **Entrepreneurs du Monde** le 9 avril dernier a répondu à toutes nos attentes.

450 personnes ont pu (re)découvrir les richesses culturelles et artistiques du pays. Cette manifestation nous a aussi permis de mieux nous faire connaître dans la Région. 8000 € ont été collectés au profit des projets en Haïti. Merci aux 20 bénévoles qui se sont mobilisés pour l'organisation de cette manifestation.



Les enveloppes de cette lettre d'ID (et de la précédente) ont été tamponnées et étiquetées bénévolement par les pensionnaires du Centre des Adultes Autistes en Poitou. Merci à eux et à l'équipe encadrante. Quand au pliage et à la mise en enveloppe, elle est depuis toujours assurée par un fidèle noyau de bénévoles ! Nous les remercions chaleureusement, car sans eux... Vive la solidarité !



• **Directeur de publication** : Alain Larreture • **Rédactrice en Chef** : Marie Pluzanski • **Secrétaire de rédaction** : Jeanne Rouy
• **Rédacteurs** : Christophe Barron, Danielle Dabin, Isabelle Faucon, Jeanne Rouy, Marie Pluzanski
• **Maquette** : Mapie • Photos ID



Initiative Développement

Association de Solidarité Internationale
29 rue Ladmirault - 86000 Poitiers - France
Tel : (00 33) (0)5 49 60 89 66
www.id-ong.org - Courriel : id@id-ong.org